

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 05838
Numéro SIREN : 851 081 232
Nom ou dénomination : A L ATELIER DU BOUCHER

Ce dépôt a été enregistré le 05/06/2019 sous le numéro de dépôt 28419

Procès-verbal de nomination du Président

« A L'ATELIER DU BOUCHER »

Société par actions simplifiée

Capital : 5 000 euros

Siège social : 10 Grande rue,
93250 Villemomble

STATUTS CONSTITUTIFS

Les soussignés :

- Madame Myriam KHELIFI, demeurant à l'adresse suivante : 14 cité Guy Moquet, 93150 Le Blanc Mesnil, née le 20 décembre 1992 à Le Blanc Mesnil (France), de nationalité française ;
Et,
- Monsieur Mohammed BOUNOUA, demeurant à l'adresse suivante : 32 avenue de travail, 93270 Sevran, né 01/01/1962 à Beni Drar (Maroc), de nationalité marocaine ;

se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société **A L'ATELIER DU BOUCHER** pour désigner d'un commun accord le premier président de la société, conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts de ladite société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

I – Nomination du président

Les soussignés nomment en qualité de président de la société :

Madame Myriam KHELIFI, demeurant au 14 cité Guy Moquet, 93150 Le Blanc Mesnil, pour une durée indéterminée qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Elle affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

II – Pouvoirs du président

Le président exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues dans les statuts.

III – Rémunération du président

La rémunération du président sera fixée ultérieurement par la collectivité des associés à la majorité.

Fait à ...la Courneuve.

Le ... 22/05/10

Signature précédée de la mention manuscrite «lu et approuvé et bon pour acceptation des fonctions de président».

lu et approuvé et bon pour l'acceptation
des fonctions de président
X.



**CAISSE D'ÉPARGNE
ILE-DE-FRANCE**



GREFFE

CERTIFICAT DE DÉPÔT DE FONDS ÉTABLI À L'OCCASION DE LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ

Nous, CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE ILE-DE-FRANCE, 26/28, rue Neuve Tolbiac - CS 91344 - 75633 Paris Cedex 13, Banque Coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, Société anonyme à Directoire et à Conseil d'Orientation et de Surveillance, dont le Capital s'élève à 2 375 000 000 Euros, immatriculée sous le numéro 382 900 942 RCS Paris, et ayant son siège social 19, rue du Louvre 75001 Paris, Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 005 200.

Certifions avoir reçu en dépôt la somme de (Montant en chiffres et en lettres) : 5000.00
CINQ MILLE euros

Monsieur / Madame	Mode de règlement	Complément (n° de chèque)	Montant en Euros
MME KHELIFI MYRIAM	Par chèque (sous réserve d'encaissement)	0000271	3500.00
MR BOUNOUA MOHAMMED	Par chèque (sous réserve d'encaissement)	0001009	1500.00
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		
	Par chèque (sous réserve d'encaissement)		

Représentant la totalité des versements effectués par les souscripteurs de la forme juridique en formation
(Nom de la société, et adresse complète) : sur le

compte bloqué « dépôt de capital » n° ☒ 90000 - ☐ 00600 - ☐ 00092 0 8 0 1 4 1 5 3 3 3 6

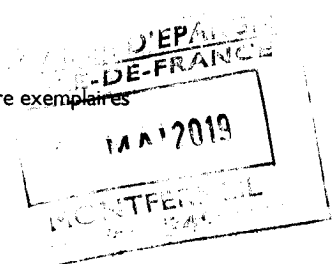
et avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque associé sur la liste de ceux-ci qui lui a été présentée.

Le montant des apports en numéraire représente 100 % du capital d'un montant de (Montant capital en chiffres) : 5000.00 euros.

Cette somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à VILLEMOMBLE, le 17/05/2019 en quatre exemplaires

Signature de la personne habilitée et cachet



« A L'ATELIER DU BOUCHER »

Société par actions simplifiée

Capital : 5 000 euros

Siège social : 10 Grande rue,

93250 Villemomble

GREFFE

- 5 JUIN 2019

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE BOBIGNY (Seine-Saint-Denis)

LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS

Nom, prénoms, adresse ou dénomination, siège des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant des versements effectués
Madame Myriam KHELIFI, demeurant au 14 cité Guy Moquet, 93150 Le Blanc Mesnil	70	3500 €	3500 €
Monsieur Mohammed BOUNOUA, demeurant au 32 avenue de travail, 93270 Sevran	30	1500 €	1500 €
Total	100	5 000 €	5 000 €

Certifié exact, sincère et véritable par Madame Myriam KHELIFI, associé fondateur et Président de la, A L'ATELIER DU BOUCHER en cours d'immatriculation.

Fait à ...La Courbevoie..... Le ... 22 Mai 2019

En 3 exemplaires

Signature du Président



22619



A L'ATELIER DU BOUCHER

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 €

10 Grande rue

93250 Villemomble

B.14 1 M

« A L'ATELIER DU BOUCHER »

Société par actions simplifiée

Capital : 5 000 euros

Siège social : 10 Grande rue,

93250 Villemomble

STATUTS CONSTITUTIFS

Les soussignés :

- Madame Myriam KHELIFI, demeurant à l'adresse suivante : 14 cité Guy Moquet, 93150 Le Blanc Mesnil, née le 20 décembre 1992 à Le Blanc Mesnil (France), de nationalité française ;
Et,
- Monsieur Mohammed BOUNOUA, demeurant à l'adresse suivante : 32 avenue de travail, 93270 Sevran, né 01 janvier 1962 à Beni Drar (Maroc), de nationalité marocaine ;

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiées (SAS) devant exister entre eux.

Article 1 - Forme de la société

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

B.7² MK

Article 2 - Objet social

La société a pour objet en France et à l'étranger :

Exploitation d'une boucherie, charcuterie, traiteur et épicerie.

Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, tant en France qu'à l'étranger.

Article 3 - Dénomination

La société a pour dénomination sociale : **A L'ATELIER DU BOUCHER**

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots «Société par actions simplifiée» ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social de la société est fixé à l'adresse suivante : **10 Grande rue, 93250 Villemomble**. Le siège social détermine notamment la loi applicable et la compétence des juridictions en cas de litige.

Il ne peut être transféré que par une décision collective des actionnaires à la majorité des voix des actionnaires.

Article 5 – Durée

La société est constituée pour une durée de 99 ans qui commence à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 – Apports

Les soussignés apportent à la société :

Apports en numéraire :

Madame Myriam KHELIFI, la somme de 3 500 euros

Monsieur Mohammed BOUNOUA, la somme de 1 500 euros

Soit au total une somme en numéraire de cinq mille euros (5 000 euros), correspondant à 5000 actions de 1 euro chacune.

Article 7 - Capital social

Le capital est fixé à la somme de cinq mille euros (5 000 euros).

Il est divisé en 5000 actions de 1 euro chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 5000, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

Madame Myriam KHELIFI, numérotées de 1 à 3500, ci	3500 actions
--	--------------

Monsieur Mohammed BOUNOUA, numérotées de 3501 à 5000, ci	1500 actions
---	--------------

Total égal au nombre d'actions composant le capital social, soit 5000 actions, ci	5000 actions
--	--------------

Toutes les actions sont de même catégorie.

B. 17⁴ MH

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision collective des actionnaires à la majorité des voix des actionnaires.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire nouvellement émises. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables. Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 10 – Transmission des actions

Les actions sont librement négociables. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social. La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

Article 11 - Location des actions

La location des actions est interdite.

Article 12 - Droit de préemption

Toute cession d'actions, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires. En effet, chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Ce droit de préemption est exercé par notification adressée au Président dans un délai de deux mois à compter de la réception de la notification du projet de cession. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

Article 13 - Agrément

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable donné par décision collective des associés prise à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote sachant que les actions du cédant ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, la dénomination, la forme, le siège social, le numéro RCS, le montant et la répartition du capital et l'identité des dirigeants s'il s'agit d'une personne morale. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux actionnaires.
3. Les associés disposent d'un délai de trois 3 mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître leur décision au cédant. Cette notification

est effectuée par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai indiqué ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé au plus tard dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

6. En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de un 1 mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs actionnaire ou par des tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue. Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Article 14 - Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions par eux souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 15 - Exclusion d'un associé

Tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société, notamment condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- changement de contrôle d'une société associée ;
- « autres motifs ».

L'exclusion d'un associé est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, étant précisé que l'associé objet de la procédure d'exclusion participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Article 16 - Président et directeur général de la Société

Le président

La Société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé unique ou non associé de la Société.

Désignation

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite

personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions (notamment de rémunération) fixées par la collectivité des associés. Le Président est nommé et révoqué par la collectivité des associés à la majorité.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

Le directeur général

La collectivité des associés à la majorité peut nommer un directeur général, personne physique ou morale, associé ou non associé de la société.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Toutefois, il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

Il est révocable sur proposition de la collectivité des associés à la majorité.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

Article 17 - Conventions entre la société et son président

Toute convention entre la présente SAS et le Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés doit être portée à la connaissance du Commissaires aux comptes si la société en dispose, ou l'expert comptable. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 18 - Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes devront être nommés par décision collective des associés si les conditions de l'article L. 227-9-1 du Code de commerce sont remplies.

Article 19 - Décisions des associés

Les décisions collectives ci-dessous des associés sont prises à la majorité des voix, soit en réunion physique des associés en un même lieu, ou par consultation par correspondance, soit:

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- nomination et révocation des dirigeants et leur rémunération ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- transformation, fusion, scission de la Société ;
- augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- dissolution et liquidation de la Société ;
- autres modifications des statuts.

Article 20 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 21 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels. Il établit également un rapport sur la gestion de la Société durant l'exercice écoulé.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé.

Article 22 - Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital

social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserve facultatives, ordinaire ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le solde s'il en existe, est reparté entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital ou d'une autre façon mais expressément décidé par la collectivité.

Article 23 - Dissolution de la Société

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés par un vote à l'unanimité. Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la loi. La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 24 - Formalités de publicité – Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au Président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la Société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents pour accomplir toutes autres formalités nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à ~~la Courneuve~~... en 5 exemplaires, le 22 Mai... 2014

Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé".

lu et approuvé



lu et approuvé

